



Monsieur Fernand Etgen
Président de la
Chambre des Député-e-s
Luxembourg

Luxembourg, le 23 février 2021

Monsieur le Président,

Par la présente et conformément au Règlement de la Chambre des Député-e-s, nous nous permettons de poser une question parlementaire à **Madame la Ministre de la Santé** et à **Monsieur le Ministre de la Sécurité sociale** au sujet **de la médecine environnementale**.

En matière de médecine environnementale, l'accord gouvernemental 2018-2023 prévoit que :
« *l'offre ambulatoire en médecine environnementale sera renforcée au niveau stationnaire par un service national de médecine environnementale de façon à pouvoir assurer un traitement des patients en milieu hospitalier (« clean rooms »)* ».

Dans sa réponse du 20 décembre 2019 à notre question parlementaire n°1516, l'ancien Ministre de la Santé avait annoncé la mise en place de cette structure, sous forme d'un provisoire, sur le site du CHEM Niederkorn.

L'accord gouvernemental prévoit également :

« *La prise en charge des actes médicaux relatifs à la médecine environnementale sera assurée. Dans ce contexte, la gratuité des analyses des polluants chimiques, microbiologiques et électromagnétiques sera assurée sur prescription médicale.* »

« *Une formation de base et une formation continue en matière de médecine environnementale seront instaurées* »

Quant à la Division de la Santé au Travail et de l'Environnement créée en 1980, celle-ci a été renforcée par le Service de Médecine de l'Environnement en 1994 qui agit dorénavant sur trois volets, à savoir la santé et sécurité au travail, l'environnement de travail dans les entreprises et les habitations privées, ainsi que la médecine aéronautique au Luxembourg.

Sachant que selon des études mentionnées par le CHEM en décembre 2019, 20% de la population est potentiellement susceptible d'être touchée par des maladies ou des allergies dues à la pollution, nous aimerions poser les questions suivantes à Madame et Monsieur les Ministres :

1. **Le service national de médecine environnementale sera-t-il installé dans le bâtiment existant du site CHEM à Niederkorn ou dans une structure indépendante? Le concept de « clean unit », indispensable à toute clinique environnementale, y sera-t-il assuré ?**
2. **À quelle phase de planification le service national de médecine environnementale se trouve-t-il actuellement et à quelle échéance sera-t-il opérationnel ?**
3. **Est-ce que le CHEM a recours à l'assistance d'un ou de plusieurs conseillers ou experts en matière de médecine environnementale et quelles sont les missions qui lui/leur incombent le cas échéant ?**

4. A quelle échéance le Ministère de la Santé prévoit-il d'organiser une formation en médecine environnementale destinée aux médecins pratiquants afin de garantir une collaboration efficace dudit service avec le réseau national des médecins ?
5. Quel est l'état d'avancement des travaux relatifs à la définition des actes médicaux en matière de médecine environnementale et la nomenclature y relative ?
6. Quels seront dans ce contexte les actes médicaux susceptibles d'être pris en charge en matière de médecine environnementale ?
7. La gratuité des analyses, telle que mentionnée dans l'accord gouvernemental, va-t-elle porter tant sur les analyses effectuées dans l'environnement des patients, à savoir à leur travail et leur domicile privé, que sur les analyses médicales servant à identifier les charges toxiques dans le corps humain ? À base de quels critères la gratuité sera-t-elle le cas échéant accordée ?
8. Combien de visites de terrain le Service de la Médecine de l'Environnement a-t-il effectué au cours des cinq dernières années et quelle est l'évolution du nombre des analyses effectuées ?
9. Quelles sont les substances toxiques détectées sur les lieux de travail d'une part et les habitations privées d'autre part ? Quelle est l'évolution de ces nombres ?
10. Quelles sont actuellement les mesures d'encadrement et de suivi apportées aux personnes confrontées à des substances toxiques détectées par le service en question ?

Veuillez agréer, Monsieur le Président, l'expression de notre très haute considération.



Josée Lorsché
Députée



Marc Hansen
Député



REÇU
Par Aïff Christian, 10:18, 24/03/2021

Monsieur le Ministre
aux Relations avec le Parlement
Service central de Législation
5, rue Plaetis
L-2338 Luxembourg

Luxembourg, le 24 mars 2021

Réf. : 837x6510f

Concerne: Question parlementaire n° 3705 du 23 février 2021 de Madame la Députée Josée Lorsché et de Monsieur le Député Marc Hansen

Monsieur le Ministre,

J'ai l'honneur de vous faire parvenir en annexe la réponse de Monsieur le Ministre de la Sécurité sociale et de la soussignée à la question parlementaire n° 3705 du 23 février 2021 de Madame la Députée Josée Lorsché et de Monsieur le Député Marc Hansen concernant la « médecine environnementale ».

Veuillez agréer, Monsieur le Ministre, l'assurance de ma considération très distinguée.

Pour la Ministre de la Santé,

Anne Calteux

Premier conseiller de gouvernement





Réponse de Madame la Ministre de la Santé et de Monsieur le Ministre de la Sécurité sociale à la question parlementaire n° 3705 du 23 février 2021 de Madame la Députée Josée Lorsché et de Monsieur le Député Marc Hansen concernant la « médecine environnementale ».

1. Le service national de médecine environnementale sera-t-il installé dans le bâtiment existant du site CHEM à Niederkorn ou dans une structure indépendante? Le concept de « clean unit », indispensable à toute clinique environnementale, y sera-t-il assuré ?

Actuellement, deux options quant à l'installation du service national de médecine environnementale sur le site de Niederkorn du CHEM sont discutées, à savoir :

- soit une installation dans un bâtiment nouvellement construit sur le site du CHEM à Niederkorn, construit avec des matériaux spécialement sélectionnés pour une construction biologiquement adéquate ;
- soit une installation dans le bâtiment actuel du HPMA à Niederkorn.

Cette dernière option semble plus complexe à réaliser, mais ne peut pas être exclue à ce stade de la planification.

Les deux options répondraient aux exigences du concept de « clean unit ».

2. À quelle phase de planification le service national de médecine environnementale se trouve-t-il actuellement et à quelle échéance sera-t-il opérationnel ?

Le projet se trouve actuellement à un stade d'analyses préliminaires du concept à réaliser. En raison de la crise sanitaire, la planification du projet a été retardée, de sorte que le CHEM a demandé par lettre du 9 mars 2021 à la Ministre de la Santé une prolongation de 12 mois par rapport au planning initial.

Le planning initial prévoyait la mise en place d'un service hospitalier de médecine environnementale avec 2 lits aigus et 6 lits d'hospitalisation de jour dans un délai de 18 mois à partir de novembre 2019.

Un planning plus détaillé pourra être établi après l'achèvement de l'étude d'implantation qui est en cours de réalisation. A ce stade, l'objectif est de pouvoir accueillir les premiers patients fin 2023.

3. Est-ce que le CHEM a recours à l'assistance d'un ou de plusieurs conseillers ou experts en matière de médecine environnementale et quelles sont les missions qui lui/leur incombent le cas échéant ?

Le CHEM se fera accompagner par des conseillers en médecine de l'environnement et par des associations actives dans ce domaine comme par exemple l'asbl AKUT, qui est un groupe d'action pour la toxicologie de l'environnement.

Par ailleurs le CHEM envisage de recourir à une expertise internationalement reconnue dans le domaine de la "médecine environnementale" afin de l'assister dans l'élaboration d'un concept médical et de soins, ainsi que dans la mise en place d'un programme d'éducation et de formation relatives à l'environnement.



Par ailleurs, un agent du ministère de l'Energie et de l'Aménagement du territoire, expert en « Baubiologie » accompagnera le projet pour la mise en œuvre des matériaux respectant les exigences de « CLEAN Unit ».

Le CHEM cherchera également à coopérer avec l'Université du Luxembourg et les autres institutions du Luxembourg (p.ex. LIH, FNR, CNS) afin de mettre en place le service national de médecine de l'environnement et de favoriser des projets de recherche dans ce domaine.

4. A quelle échéance le Ministère de la Santé prévoit-il d'organiser une formation en médecine environnementale destinée aux médecins pratiquants afin de garantir une collaboration efficace dudit service avec le réseau national des médecins ?

L'organisation d'une formation en médecine et santé environnementale fait partie des actions qui sont prévues par le futur plan national en matière de santé environnementale. Initialement une telle formation était prévue pour l'année 2021.

En raison de la crise sanitaire, la planification actuelle d'un cours pour lequel une présence est indispensable s'avère compliquée. La planification de cours devrait se faire en automne afin que ce cours puisse être dispensé pour la première mi- 2022.

5 et 6. Quel est l'état d'avancement des travaux relatifs à la définition des actes médicaux en matière de médecine environnementale et la nomenclature y relative ?

Quels seront dans ce contexte les actes médicaux susceptibles d'être pris en charge en matière de médecine environnementale ?

A ce stade, aucune demande concernant le projet de service national de médecine environnementale, n'a été formulée envers la CNS pour l'introduction de nouveaux actes spécifiques à cette activité.

La CNS reste néanmoins à l'écoute, dans le cadre du programme de refonte des nomenclatures médicales, à tout besoin ou toutes demandes spécifiques dans ce domaine.

Dans le cadre du plan national en matière de santé environnementale, un groupe de travail sera dédié au développement de la médecine environnementale et va élaborer une proposition des actes médicaux à considérer dans une nomenclature.

7. La gratuité des analyses, telle que mentionnée dans l'accord gouvernemental, va-t-elle porter tant sur les analyses effectuées dans l'environnement des patients, à savoir à leur travail et leur domicile privé, que sur les analyses médicales servant à identifier les charges toxiques dans le corps humain ? À base de quels critères la gratuité sera-t-elle le cas échéant accordée ?

Actuellement, le service de la santé environnementale de la Direction de la santé effectue en collaboration avec le LNS (Laboratoire national de santé), des analyses gratuites sur ordonnance médicale, pour les personnes privées ainsi que pour les entreprises et bâtiments publics sur demande et après évaluation. Ces analyses peuvent entre autre comporter des mesures de la qualité de l'air, la détermination de substances chimiques toxiques dans l'ameublement, au sein de matériaux de construction ou dans des produits de nettoyage. La détermination de la pathogénicité des souches de moisissures peut également être effectuée ainsi que des analyses de champs électromagnétiques. Les analyses nécessaires sur le lieu de travail se font en coordination avec les médecins du travail.